

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 11/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MOTOROP BRM INDUSTRIES S.A**

ZI Beaucueil  
1356 rue Louise Michel  
42153 Riorges

Références : UID4243-EAR-23-124  
Code AIOT : 0006103375

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2023 dans l'établissement MOTOROP BRM INDUSTRIES S.A implanté ZI Beaucueil 1356 rue Louise Michel 42153 Riorges. L'inspection a été annoncée le 10/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection, objet du présent rapport, a été réalisée dans le cadre d'une action régionale portant sur la thématique des produits chimiques. La précédente visite d'inspection avait été réalisée le 4 février 2020 : 8 non-conformités et 3 observations avaient été relevées. Par courrier daté du 15 mars 2023, l'exploitant a justifié avoir mis en oeuvre les actions correctives nécessaires, excepté pour les constats 5 (non-conformité relative non respect des valeurs limites d'émissions pour le paramètre Fe) et 11 (observation relative à la fosse de reprise des effluents enterrée).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MOTOROP BRM INDUSTRIES S.A
- ZI Beaucueil 1356 rue Louise Michel 42153 Riorges
- Code AIOT : 0006103375
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Motorop BRM Industrie est spécialisée dans la reconstruction de moteurs thermiques pour les secteurs des travaux publics, des transports publics, des transports collectifs, transports ferroviaires, transports maritimes, agricoles.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action régionale produits chimiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 12/02/2018, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Sans objet
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les quantités de produits chimiques présentes sur le site sont limitées aux besoins de l'entreprise (pas de stockage important sur site). L'effectif réduit permet au responsable HSE de l'entreprise une relation de proximité avec les opérateurs pour les sensibiliser régulièrement aux risques encourus (échanges oraux, documents d'informations). Quelques points de vigilance ont toutefois été soulevés. La visite a également permis de constater des difficultés de l'exploitant pour maîtriser ses rejets aqueux : des actions correctives doivent être mises en oeuvre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
<b>Constats :</b> Pour les produits examinés au cours de la visite (BONDERITE S FN 7400 et BONDERITE S AD 58), il a été constaté la présence d'un étiquetage répondant la prescription demandée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Fiche de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
<b>Constats :</b> Pour les deux produits sélectionnés dans la liste des produits chimiques présents sur le site, l'exploitant a été en capacité de présenter les fiches de données de sécurité : <ul style="list-style-type: none"><li>- Bonderite S FN 400 : révision du 25 mai 2015</li><li>- Bonderite S AD 58 : version du 14 décembre 2022</li></ul> Un classeur regroupant les FDS est accessible aux opérateurs à l'intérieur des ateliers.  Pour le cas des produits ciblés au cours de la visite (produits utilisés au niveau de la ligne de traitement de surface), l'exploitant a indiqué faire une sensibilisation régulière par oral de l'agent les mettant en œuvre : risques, EPI à porter. Il lui est notamment demandé de porter les EPI correspondant au produit nécessitant le plus haut niveau de protection.
<b>Observations :</b> La FDS du produits S FN 400 est trop ancienne (antérieure à 2020). Sous un délai de 1 mois, l'exploitant sollicitera auprès de son fournisseur la dernière mise à jour de la FDS.  L'annexe II du règlement REACH a été modifiée par le règlement (UE) n°2020/878 concernant les exigences relatives au contenu des fiches de données de sécurité (FDS). Le règlement (UE) n°2020/878 est applicable depuis le 1er janvier 2021. Il prévoit une période de transition jusqu'au 31 décembre 2022 pendant laquelle 2 formats de FDS peuvent être fourni. Les principales informations supplémentaires exigées par ce règlement sont: <ul style="list-style-type: none"><li>- les conditions ou des modalités de surveillances prescrites à l'utilisateur, si le produit contient une substance autorisée au titre de REACH (ex : chrome VI),</li><li>- la présence de nanoformes / nanomatériaux dans le produit,</li><li>- la présence de perturbateurs endocriniens dans le produit,</li><li>- le numéro UFI (pour certains produits uniquement) utilisé par les centres antipoison européens,</li><li>- des données toxicologiques supplémentaires et utiles à l'élaboration de la classification (LCS, facteur M et ETA)</li></ul> Ainsi, depuis le 1er janvier 2023, les FDS révisées avant le 1er janvier 2021 sont obsolètes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li></ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]</p>
<p><b>Constats :</b> La visite des installations a permis de constater la présence de produits non associés à une capacité de rétention, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- bidons de 25 litres des produits cités aux points de contrôles précédents, entreposés dans une zone de stockage de pièces,</li><li>- fûts de 200 litres de produits utilisés pour le traitement de surface, à proximité de la ligne de traitement. Ces fûts, utilisés régulièrement pour des mises à niveaux, sont positionnés sur des chariots mobiles spécifiques pour les déplacer. L'exploitant a indiqué qu'il est difficile de positionner ce genre d'équipement sur rétention (nécessité de soulever le fût pour le placer sur les bacs de rétentions existants, avec risque de chute). De plus, dans le cadre du changement de fournisseur de produits chimiques (en cours), ces contenants vont être abandonnés au profit d'autres formats (IBC notamment) qui seront positionnés sur rétentions. Ces dernières existent déjà.</li></ul> <p><b>Non conformité :</b> Pour les produits cités ci-dessus, ils doivent être placés sur une rétention conforme aux dispositions de l'article 25-I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 dans les délais suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- immédiat pour les bidons de 25 litres,</li><li>- pour les produits présents à proximité de la ligne de traitement de surface : dès la livraison des produits par le nouveau fournisseur et sans dépasser un délai de 3 mois (notamment si des produits en fûts de 200 litres restent présents dans la zone).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.  Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.  Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.  L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
<b>Constats :</b> Les bacs de rétentions présents sur le site (bacs en plastique ou métalliques) sont en bon état général.  Les produits chimiques sont déchargés directement à l'intérieur des bâtiments, au niveau du quai de chargement/déchargement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.  Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage
<b>Constats :</b> L'exploitant a identifié l'incompatibilité acide-base pour les produits mis en œuvre au niveau de la ligne de traitement de surface. Deux bacs de rétention distincts existent pour l'entreposage de ces produits (en bidons le jour de la visite).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> Le logiciel ERP utilisé par l'entreprise permet de connaître l'état détaillé des produits chimiques en stock. L'exploitant a précisé qu'un changement de fournisseur est en cours pour les produits chimiques, les nouveaux produits devant arriver début avril 2023. Les produits combustibles sont en quantité très limitée sur le site (principalement quelques emballages cartons ou palettes bois), les pièces mises en œuvre dans le cadre de l'activité du site sont principalement métalliques (reconstruction de moteurs).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 7 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place des fiches synthétiques qui rappellent les EPI à porter par poste de travail : les consignes de port des EPI couvrent toutes les situations de produits chimiques pouvant être utilisés au niveau d'un poste.</p> <p>Des formations incendie sont suivies par le personnel du site : chaque année, 10 opérateurs suivent la formation.</p> <p>Des consignes incendie sont affichées en plusieurs endroits dans les ateliers.</p> <p>Concernant les pertes de confinement, du produit absorbant est mis à disposition du personnel (en sac, zone de stockage non repérée). L'exploitant a déclaré que chaque opérateur connaît les dispositions à prendre au niveau de son poste, et se réfère à un responsable si il ne connaît pas les spécificités du produit épandu.</p> <p><b>Non-conformité :</b> Des consignes rappelant les mesures à prendre en cas d'épandage et prenant en compte la dangerosité des produits ne sont pas mises à disposition du personnel. Elles devront être établies sous un délai de 3 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/02/2018, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émissions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Respect des valeurs limites d'émissions pour les "eaux industrielles"</p>
<p><b>Constats :</b> Les effluents de l'entreprise sont rejetés par bâchées. Lors des mois d'hiver, l'exploitant a précisé que les effluents sont stockés et évacués en tant que déchets vers des installations dûment autorisées car il rencontre des difficultés pour faire fonctionner son dispositif épuratoire avec le froid.</p> <p>Un examen des résultats d'analyses saisis dans Gidaf pour la période "janvier 2021 - août 2022"</p>

montre des dépassements réguliers des valeurs limites d'émissions (VLE) pour les 26 bâchées déclarées, notamment :

En concentration :

- Fe : 6 dépassements, valeur maxi mesurée : 10.7 mg/l (VLE 5 mg/l)
- Al : 1 dépassement, valeur maxi mesurée : 6.3 mg/l (VLE 5 mg/l)
- Zn : 1 dépassement, valeur maxi mesurée : 5.8 mg/l (VLE 3 mg/l)
- DCO : 1 dépassement, valeur maxi mesurée : 2620 mg/l (VLE 1750 mg/l)
- MES : 1 dépassement, valeur maxi mesurée : 870 mg/l (VLE 300 mg/l)
- Ind Hyd : 2 dépassements, valeur maxi mesurée : 150 mg/l (VLE 5 mg/l)

En flux :

- Fe : 5 dépassements, valeur maxi mesurée : 40 g/j (VLE 15 g/j)
- Zn : 2 dépassements, valeur maxi mesurée : 15 g/j (VLE 5 g/j)
- DCO : 5 dépassements, valeur maxi mesurée : 7,3 kg/j (VLE 2,6 kg/j)
- MES : 1 dépassement, valeur maxi mesurée : 2,35 kg/j (VLE 0,75 kg/j)
- Ind Hyd : 1 dépassement, valeur maxi mesurée : 20 g/j (VLE 15 g/j)

Volume rejeté : 3 dépassements, valeur maxi mesurée : 8 m3/j (VLE 4 m3/j)

pH : 12 dépassements de la valeur haute, valeur maxi mesurée : 11.2 (VLE : 9)

L'exploitant a indiqué avoir conscience de ces dépassements. Avec le changement de fournisseur et l'utilisation de nouveaux produits, l'exploitant souhaite mettre en œuvre les modifications de process suivantes au niveau de la ligne de traitement de surface :

- remise à niveau des baignoires de traitement à partir du bain de rinçage correspondant,
- réalisation du premier rinçage des pièces avec des effluents de rinçages "déjà utilisés".

Ces actions devraient permettre de diminuer les quantités d'effluents rejetés. Si la diminution est suffisamment importante, l'exploitant envisage de passer en "zéro rejet", les effluents résiduels seraient stockés et évacués en tant que déchets vers des installations dûment autorisées.

**Non-conformité :** Les rejets aqueux ne respectent pas les valeurs limites d'émissions fixées par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 février 2018.

Sous un délai de 6 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection un bilan des actions de modification de la ligne de traitement (évolution des volumes rejetés, respect des valeurs limites d'émissions). Ce bilan sera accompagné d'un plan d'actions argumenté comprenant un échéancier et visant à la mise en conformité des rejets :

- passage en "zéro rejet",

Ou

- description des actions à mettre en œuvre au niveau de l'ouvrage épuratoire afin de respecter les valeurs limites d'émissions.

**Observations :** Au cours de l'inspection réalisée en 2020, l'observation suivante a été émise : "Les effluents usagés de rinçage de la ligne de traitement de surface et ceux des machines à laver (lessiviel) sont collectés et orientés vers une fosse de reprise enterrée. Lorsqu'un niveau haut défini est atteint, ces effluents sont réorientés vers une cuve de stockage placée sur rétention au niveau de la station de traitement des effluents. Cette fosse de reprise est maçonnée, sous le niveau du sol, et ne dispose pas de double enveloppe ou dispositif équivalent.

L'article 20 de l'arrêté du 9 avril 2019 précise : « le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances ou mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilée ». La définition d'un mélange dangereux est précisée à l'article 2 de cet arrêté.

Il convient donc que l'exploitant évalue le caractère de dangerosité des effluents afin d'évaluer la

nécessité de mise en place d'un réservoir dans cette fosse de reprise."

Cette observation n'a pas été traitée par l'exploitant, les délais accordés dans le rapport d'inspection de 2020 sont dépassés. Selon l'exploitant, en cas de passage en "zéro rejet" cette fosse de reprise ne sera plus utilisée.

Aussi, l'inspection tolère qu'un délai supplémentaire soit accordé pour traiter cette observation. Les éléments de réponse nécessaires doivent être intégrés au plan d'actions du présent point de contrôle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6 mois